

ARRÊTÉ N° 2024/452 : NOMINATION D'UN REGISSEUR INTERIMAIRE POUR LA REGIE DE RECETTES TAXE DE SEJOUR

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),

Vu la décision n° 2017-3 du 09 mars 2017 portant création d'une régie de recettes taxe de séjour ;

Vu l'arrêté n° 2023/59 du 10 janvier 2023 portant nomination d'un régisseur et de mandataires suppléants pour la régie de recettes taxe de séjour ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié en dernier lieu par arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière de régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la CoVe ;

Vu l'arrêté n° 2020/1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant qu'il convient de nommer un régisseur intérimaire pour la régie de recettes taxe de séjour dans l'attente du recrutement d'un nouveau régisseur titulaire ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 mars 2024

- ARRÊTE -

Article 1 : L'arrêté n° 2023/59 du 10 janvier 2023 est abrogé.

Article 2 : Madame Caroline LEROI est nommée à compter du 1^{er} avril 2024 régisseur intérimaire de la régie de recettes taxe de séjour, en remplacement de Madame Cécile CAVAILLES, avec pour missions d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de la régie.

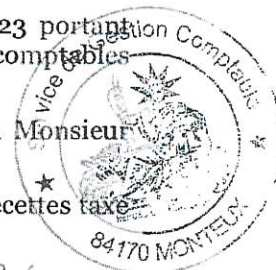
Article 3 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Caroline LEROI sera remplacée par Madame Stéphanie DESMAREST, mandataire suppléant.

Article 4 : Madame Caroline LEROI n'est pas astreinte à constituer un cautionnement, conformément au décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics applicable au 1^{er} janvier 2023.

Article 5 : Madame Caroline LEROI percevra une indemnité de manquement de fonds d'un montant annuel de 640 €.

Article 6 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de manquement de fonds.

Article 7 : Madame Caroline LEROI, ayant la qualité d'agent de droit privé, ne percevra pas de nouvelle bonification indiciaire.



[Signature]
M. MICHEL R. RNILLE
Comptable Public

Article 8 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, en charge de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par les comptables publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 9 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 10 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 11 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Article 12 : Le directeur général des services de la CoVe et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carpentras, le 28 mars 2024

Pour la Présidente et par délégation,
Le Directeur Général des Services



Laurent MARTEAU

Le régisseur intérimaire,
(signature précédée de la mention
manuscrite « vu pour acceptation »)

Madame Caroline LEROI

Le mandataire suppléant,
(signature précédée de la mention
manuscrite « vu pour acceptation »)

Madame Stéphanie DESMAREST